

**PREFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHONE**

République Française

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE VIE**

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : M. ARGUIMBAU

☎ 04.91.15.69.35

PA/MR

N° 99-171/65-1999 A

16 JUIN 1999

A R R Ê T É
*imposant des prescriptions complémentaires
au S.I.V.O.M. de MARTIGUES - PORT-DE-BOUC
SAINT MITRE-LES-REMPARTS
pour son C.E.T. sis à PORT-DE-BOUC*

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU les arrêtés préfectoraux des 3 et 16 novembre 1993 et 28 janvier 1999 autorisant le S.I.V.O.M. de MARTIGUES - PORT-DE-BOUC - SAINT-MITRE-LES-REMPARTS à exploiter un Centre d'Enfouissement Technique au lieu-dit «Le Valentoulin» à PORT-DE-BOUC,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, du 28 avril 1999,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 3 juin 1999,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ISTRES du 4 juin 1999

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions techniques concernant le fonctionnement de cet établissement,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 -

Le S.I.V.O.M. du MARTIGUES, PORT-DE-BOUC, SAINT-MITRE-LES-REMPARTS, dont le siège est situé à la Mairie de MARTIGUES, est autorisé à poursuivre l'exploitation de son Centre d'Enfouissement Technique de résidus urbains et inertes à PORT-DE-BOUC, au lieu-dit « Le Valentoulin ».

ARTICLE 2 - **GENERALITES**

2.1 **Rappel réglementaire**

L'établissement est notamment soumis au titre V de l'arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés et aux dispositions ci-dessous.

2.2 **Classement**

Les activités exercées dans l'établissement et visées dans la nomenclature des Installations Classées telle que définie dans le décret du 20 mai 1953 modifié sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Rubriques	Libellé de l'activité	Niveau d'activité	Régime
167-B	Décharge de déchets industriels banals provenant d'Installations Classées.	1500 t/an	A
286	Stockage et activités de récupération de déchets métalliques et monstres ménagers	300 t/an 12 ha	A
322-B-2°	Stockage et traitement d'ordures ménagères et autres déchets assimilés.	65 600 t/an	Autorisation

2.3 **Localisation – Superficie et hauteur d'exploitation**

Les coordonnées du site rattachées au système Lambert sont :

X = 814,300 à 814,720

Y = 128,980 à 129,450

et l'altitude est comprise entre 23 et 45 m NGF (cf. plan 35914 au 18/02/98).

La décharge est située en tout ou partie sur les parcelles n° 45, 85, 86, 924, 926, 945, 948, 949, 953, 954, 956, 958, 960, 966, 968 et 971 de la section C du plan cadastral communal de PORT-DE-BOUC, représentant une superficie approximative de 12 ha.

Conformément à l'étude d'impact R 30 686 PAC 4S 90 de juillet 1990, la hauteur maximum d'exploitation devra permettre le raccordement au terrain naturel et la maîtrise des eaux pluviales tombant sur le site.

2.4 Durée de l'exploitation

Sous réserve de dispositions réglementaires ultérieures contraires, l'exploitation du centre d'enfouissement technique pourra être poursuivie jusqu'à son comblement total.

2.5 Conformité aux plans et données techniques de la demande d'autorisation

La décharge qui porte sur les parcelles visées à l'article 2.3 du présent arrêté sera située, aménagée et implantée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation du 20 octobre 1990 et notamment aux dispositions générales des études d'impact et de dangers contenues dans le dossier joint à la demande d'autorisation.

2.6 Dossier Installations Classées

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier proprement dit de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation et les éventuels arrêtés complémentaires,
- les divers textes réglementaires, normes, fascicules de documentation, attestations de conformité, notices techniques et de sécurité et plus généralement tous les documents visés dans le présent arrêté,
- les diverses correspondances relatives à l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, à la Police des Eaux et à la sécurité,
- les résultats des diverses analyses, les rapports d'audits prévus dans le présent arrêté,
- les diverses consignes,
- les justificatifs de l'acceptation, du refus et de l'élimination des déchets.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des autorités chargées de l'application du présent arrêté jusqu'à la fin de l'exploitation des installations et ceci même en cas de changement d'exploitant.

2.7 Accident – Incident ou Pollution

L'exploitant déclarera, dans les meilleurs délais, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents, incidents ou pollutions survenus du fait du fonctionnement de son installation et lui indiquera toutes les mesures prises à titre conservatoire. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspection des Installations Classées n'a pas donné son accord et s'il y a lieu après l'accord de l'autorité judiciaire.

2.8 Contrôle à la demande de l'Inspection des Installations Classées

L'Inspection des Installations Classées se réserve le droit de demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols..., ainsi que l'exécution de mesures de niveau sonore ou de vibration.

Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 -

ADMISSION – CONTROLE ET REFUS DES DECHETS

3.1 Origine géographique des déchets

Les déchets proviendront :

- des communes adhérentes au SIVOM à savoir Martigues, Port de Bouc et Saint Mitre les Remparts,
- des communes avoisinantes sous réserve de l'accord de Monsieur. le Président du SIVOM,
- d'autres communes du département en harmonie avec le plan départemental d'élimination des déchets urbains et assimilés.

3.2 Déchets admissibles

Les déchets admissibles sont ceux visés aux catégories D - E1, E2 et E3 de l'annexe I de l'arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes de déchets ménagers et assimilés et les autres déchets initialement autorisés dans l'arrêté du 3 mai 1993 et non repris dans l'arrêté du 9 septembre 1997, à savoir :

- les déchets ordures ménagères qui peuvent être composées des déchets ordinaires provenant de la préparation des aliments et du nettoyage normal des habitations et bureaux, les débris de verre ou de vaisselle, cendres froides, feuilles, chiffons... et résidus divers déposés, même indûment, aux heures de la collecte, dans des récipients placés devant les immeubles ou à l'entrée des voies inaccessibles aux camions,
- les déchets provenant des ateliers artisanaux et commerciaux déposés dans les mêmes conditions que les déchets d'habitations,
- les produits de nettoyage des voies publiques, squares, 1/4
- les déchets en provenance des écoles, casernes... et tous bâtiments publics déposés dans les mêmes conditions que ci-dessus,
- les objets abandonnés sur la voie publique ainsi que les cadavres de petits animaux,
- les déchets encombrants sous réserve qu'ils puissent être réduits par écrasement,
- les déblais et gravats,
- les déchets d'origine agricole,
- les pneumatiques en faible quantité et sous réserve qu'ils soient conditionnés sous une forme permettant d'éviter les vides,
- les déchets de bois, papiers, cartons non valorisables ou souillés.

3.3 Déchets interdits

Les déchets interdits sont ceux visés à l'annexe II de l'arrêté du 9 septembre 1997 ainsi que :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%, même en récipients clos,
- les pneumatiques usagers et les déchets non ultimes à compter du 1^{er} juillet 2002,
- les déchets visés en annexe IA et IB de la directive européenne n° 91/689/CEE du 12 décembre 1991 relative aux déchets dangereux,
- les déchets codifiés à 6 chiffres définis dans l'annexe de la décision de la commission n° 94/904/CE du 22 décembre 1994 établissant une liste des déchets dangereux en application de l'article 1^{er} paragraphe 4 de la directive susvisée,

- les terres et matériaux pollués lors :
 - d'accidents maritimes de type POLMAR,
 - d'accidents ou de fuites intervenus sur des canalisations ou pipelines,
 - d'accidents de transports routiers, ferroviaires ou aériens,
 - d'incidents ou accidents survenant à l'intérieur d'une Installation Classée.
- les déchets hospitaliers ou d'établissements d'activités de soins et assimilés contaminés, infectieux, anatomiques, qu'elle qu'en soit la provenance,
- les déchets issus des abattoirs,
- les matières non refroidies dont la température serait susceptible de provoquer un incendie,
- les batteries au plomb installées dans les véhicules automobiles ou dans des équipements fixes ou mobiles, de type onduleurs, chariots élévateurs électriques ou autre,
- les déchets contenant de l'amiante, de l'amiante ciment ou des revêtements en vinyl-amiante,
- les lots de papiers et cartons provenant des entreprises industrielles, des unités de conditionnement ou des établissements commerciaux
- les déchets provenant de l'étranger.

3.4 Déchets recyclables ou valorisables

Conformément à l'article 2.1 de la loi du 15 juillet modifiée, il est rappelé qu'à partir du 1^{er} juillet 2002 le centre d'enfouissement technique ne devra recevoir que des déchets ultimes au sens de la réglementation applicable à cette date.

3.5 Contrôle à l'entrée

Toute livraison de déchet fait l'objet d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable, d'un contrôle visuel et olfactif, d'un contrôle de non radioactivité de chargement.

L'exploitant vérifiera que les déchets arrivant sur la décharge sont explicitement autorisés par le présent arrêté.

Il devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets traités.

Pour tout apport de déchets, l'exploitant demandera et consignera dans un registre tenu en permanence à jour :

- l'origine et la nature des déchets,
- le nom du transporteur,
- le poids ou à défaut le volume des déchets,
- la date et l'heure,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- les résultats des éventuels contrôles d'admissions.

Un poste de contrôle sera mis en place pour effectuer une surveillance permanente des déchets entrants. Le contrôle quantitatif sera effectué par un pont bascule implanté sur le site de la décharge.

3.6 Contrôle au déchargement

Un contrôle ultime de tous les chargements sera réalisé par un contrôleur en poste au déversement des déchets, qui ne sera pas le conducteur de l'engin d'enfouissement. Ce contrôle effectué sous la responsabilité de l'exploitant devra permettre de vérifier efficacement l'absence de tous déchets interdits.

Le déchargement des camions, l'enfouissement des déchets et le départ des camions ne pourront être entrepris qu'avec l'accord explicite du contrôleur interne. Le contrôleur interne sera par ailleurs chargé de la mise à l'écart des déchets interdits et de leur reprise. Le rôle du contrôleur interne sera défini dans une consigne écrite.

Le contrôleur de l'engin et le contrôleur doivent pouvoir entrer en communication avec le poste de garde (liaison radio...).

3.7 Contrôles inopinés par une société prestataire de services, effectués à la demande de l'Administration

3.7.1 Définition des contrôles

La société prestataire sera choisie par l'exploitant, en accord avec l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Les contrôles auront lieu à la fréquence semestrielle. Ils seront déclenchés par l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. L'exploitant de la décharge n'aura, en aucun cas, connaissance de la date d'intervention.

Une convention, dont un cadre "type" est joint en annexe, sera passée entre l'exploitant de la décharge et une société spécialisée pour fixer les conditions pratiques d'intervention : nature, durée, fréquence, échantillonnage, frais, compte rendu.

Ces conditions devront recevoir l'approbation de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (Ingénieur Subdivisionnaire territorialement compétent).

3.7.2 Frais

Les frais afférents à ces contrôles (incluant les coûts d'analyses éventuelles de déchets) seront à la charge de l'exploitant.

3.7.3 Résultats

Les résultats de ces contrôles inopinés seront transmis à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et à l'exploitant dans un délai de 15 jours suivant l'intervention.

3.8 Refus des déchets

3.8.1 En cas de non conformité d'un chargement avec les données figurant sur l'information préalable ou le certificat d'acceptation préalable, ou en cas de non conformité avec les prescriptions prévues dans le présent arrêté, le chargement doit être refusé.

3.8.2 Les déchets mis en évidence comme " non admissibles " seront soit :

- retournés au producteur,
- soit directement dirigés vers une unité de traitement approprié aux frais du producteur, en particulier s'il s'agit de résidus particulièrement nuisants (déchets hospitaliers contaminés, déchets toxiques...).

3.8.3 L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées un registre des admissions et un registre des refus.

ARTICLE 4 -

CONDITIONS GENERALES D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION

4.1 Accès et circulation

Afin d'interdire l'accès au public, le périmètre du site sera totalement clôturé en grillage d'une solidité appropriée et d'une hauteur minimale de 2 mètres, sauf dans la partie verticale de la falaise située à proximité de l'entrée du site.

L'accès à l'extérieur du site par les véhicules des sapeurs pompiers devra toujours être possible par les divers chemins de la forêt domaniale de Castillon.

L'accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site.

L'accès au site doit être surveillé et gardé pendant les heures d'exploitation et être fermé à clef en dehors de ces heures.

Les aires d'accueil et d'attente doivent disposer d'un revêtement durable.

Les conditions d'accès des véhicules de lutte contre l'incendie et des engins de terrassement sont prises en compte dans l'aménagement de l'installation.

L'exploitant délimitera et affichera sous sa responsabilité la vitesse maximale des véhicules à l'intérieur de l'établissement.

En période sèche les voies de circulation internes seront arrosées d'une façon suffisante pour éviter toute dispersion de poussière lors du roulage des véhicules.

4.2 Propreté du site

L'ensemble du site et ses abords, les bâtiments et voies de circulation seront entretenus en permanence.

L'exploitant veillera à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent être à l'origine de dépôts de terres ou à fortiori de déchets sur la voie d'accès au site.

A cet effet :

- soit l'installation sera équipée de moyens adéquats pour permettre le décrottage et le lavage des roues des véhicules sortants,
- soit il sera procédé au nettoyage régulier de la voie d'accès au site avec des moyens efficaces et appropriés.

4.3 Intégration dans le paysage

L'exploitant veillera à l'intégration de son site dans le paysage. L'aménagement de l'entrée sera soigné.

4.4 Signalisation

A proximité immédiate de l'entrée principale, un panneau de signalisation et d'information indiquera :

- la désignation de l'installation de stockage,
- "Installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, Installation Classée pour la Protection de l'Environnement soumise à autorisation au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976",

- le numéro et date de l'arrêté préfectoral d'autorisation et des éventuels arrêtés complémentaires,
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant,
- les jours et heures d'ouverture,
- les mots "Accès interdit sans autorisation" et "Informations disponibles à" suivis de l'adresse de l'exploitant ou de son représentant et de la mairie de la commune d'implantation,
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police ainsi que de la préfecture du département.

Le panneau doit être en matériau résistant, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.

4.5 Méthode d'exploitation des casiers

4.5.1 L'exploitation générale sera conduite selon les plans mentionnés dans l'étude de mise en conformité à l'arrêté du 9 septembre 1997 qui précisent les superficies des casiers.

4.5.2 Il ne peut être exploité qu'un casier ou qu'une seule alvéole lorsque le casier est subdivisé en alvéoles, par catégorie de déchets. La mise en exploitation du casier ou de l'alvéole $n + 1$ est conditionnée par le réaménagement du casier de l'alvéole $n - 1$ qui peut être soit un réaménagement final si le casier ou l'alvéole atteint la côte maximale autorisée, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire dans le cas de casiers ou d'alvéoles superposés limitant les infiltrations dans la masse des déchets.

4.5.3. Les déchets seront mis en décharge par couches journalières et compactés dès leur réception dans le casier au moyen d'engins mécaniques. Ils seront recouverts à la fin de la journée d'une couche de matériaux inertes ou assimilés qui doit empêcher les envols et le développement d'odeur ou d'incendie.

Un volume de 200 m³ de matériaux, correspondant aux besoins de couverture d'un casier en cas d'urgence ou d'incendie, sera approvisionné en permanence sur le site à proximité du casier en exploitation.

4.6 Mise en place des casiers

4.6.1. La mise en place des casiers est réalisée conformément à un plan d'exploitation prévisionnel. Une attention particulière est portée à la nécessité ultérieure de remettre en état le site et notamment d'obtenir un profil topographique adapté des dépôts permettant de prévenir les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et de diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone à exploiter et les dispositifs de collecte qui doivent les recueillir.

4.6.2. Après le 1^{er} juillet 1999 le seul casier qui sera considéré comme nouveau au sens de l'annexe IV de l'arrêté du 9 septembre 1997, sera le casier n° 2 tel que défini dans les plans prévus à l'article 4.5.1. ci-dessus.

4.6.3. Pour ce casier n° 2, il conviendra de prendre l'avis d'un bureau d'étude spécialisé qui devra notamment définir la nature du (ou des) matériau (x) à mettre en place ainsi que son épaisseur.

Cet avis devra être justifié par rapport au guide du BRGM intitulé " mise en œuvre de matériaux rapportés destinés au confinement des centres de stockage " ou tout autre guide de consistance au moins équivalente.

4.7 Plan d'exploitation

L'exploitant doit tenir à jour un plan de l'installation de stockage qui est tenu à disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

Il fera apparaître :

- l'emprise générale du site et de ses aménagements,
- la zone à exploiter,
- les niveaux topographiques des terrains,
- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation,
- l'emplacement des casiers et des alvéoles de la décharge,
- les déchets entreposés alvéole par alvéole (provenance, nature, tonnage),
- le schéma de collecte des eaux, des bassins et des installations de traitement correspondantes,
- le schéma de collecte du biogaz et des installations de traitement correspondantes,
- les zones réaménagées,
- un état des garanties financières éventuellement en vigueur.

4.8 Stockage des carburants et autres produits liquides

Les stockages :

- des carburants utilisés pour le fonctionnement des engins et véhicules d'exploitation,
- des huiles moteurs,
- des huiles de vidanges récupérées,

et plus généralement tout stockage de produit liquide susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée devront être sous abris et être munis d'une cuvette de rétention étanche d'un volume au moins égal au volume maximum de produit susceptible d'être stocké.

ARTICLE 5 - COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX ET LIXIVIATS

5.1 Collecte

- L'ensemble des lixiviats provenant :
 - du casier n° 2 mis en exploitation sur le substratum après le 1^{er} juillet 1999,
 - du bassin de collecte existant pour les autres casiers,
- les drains Nord et Sud collectant les eaux provenant de l'extérieur du site vers le pied de la falaise et non en périphérie en haut de la falaise,
- les eaux collectées à l'extérieur et en périphérie du casier n° 2,
- les eaux de pluie des voies de circulation internes,
- les eaux sanitaires,

seront collectés gravitairement dans un poste de refoulement à créer au Sud-Ouest du site.

5.2 Refoulement

De ce poste l'ensemble des eaux sera dirigé via le réseau public d'assainissement à la station d'épuration intercommunale exploitée par le SIVOM sur la commune de MARTIGUES.

Ce poste sera équipé de 2 pompes, dont une en secours.

Le dispositif sera suivi par télégestion.

Ces dispositions seront en place avant le 1^{er} juillet 1999.

5.3 Qualité

Les eaux refoulées dans le réseau public d'assainissement devront respecter, avant traitement, les valeurs maximales suivantes :

Paramètres	Valeurs limites (mg/l)
Métaux totaux	15
dont :	
Cr ⁶⁺	0,1
Cd	0,2
Pb	0,5
Hg	0,05
As	0,1
Fluorures	15
CN libres	0,1
Hydrocarbures totaux	10
AOX	1

Ces paramètres seront contrôlés 1 fois par trimestre. Les résultats seront adressées à l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

ARTICLE 6 - CONTROLE DES EAUX SOUTERRAINES

Compte tenu de la nature géologique et hydrogéologique de la décharge (horizon marneux sans nappe avérée), les dispositions suivantes de contrôles sont mises en place :

6.1 Piézomètres

La qualité des eaux souterraines en aval du site sera contrôlée au moyen de 4 piézomètres installés conformément au plan de situation joint dans l'étude d'impact R30 686 PAC 4590 réalisée par le BRGM en juillet 1990.

6.2 Qualité

Les prélèvements effectués dans les piézomètres devront respecter les valeurs suivantes:

Paramètres	Valeur maximum
COT	500 mg/l
Résistivité	400 ohm x cm
pH	compris entre 5,5 et 9,5
Nitrates	100 mg/l (NO ₃)
Ammonium	100 mg/l (NH ₄) eu égard à l'alimentation pratiquement nulle des piézomètres
Phénols (indice phénols) para-nitraniline et 4 aminoantipyrine	0,1 mg/l (C ₆ H ₅ OH)
Hydrocarbures dissous émulsionnés après extraction au tétrachlorure de carbone	1 mg/l
Zinc	5 mg/l (Zn)
Arsenic	100 µg/l (As)
Cadmium	5 µg/l (Cd)
Cyanures	50 µg/l (CN)
Chrome total	50 µg/l (Cr)
Mercur	1 µg/l (Hg)
Hydrocarbures polycycliques aromatiques pour le total des six substances suivantes : Fluoranthène Benzo (3,4) fluoranthène Benzo (1,1,2) fluoranthène Benzo (3,4) pyrène Benzo (1,1,2) pérylène Indéno (1,2,3-cd) pyrène	1 µg/l
Coliforme thermotolérants	20 000 pour 100 millilitres d'eau prélevée
Streptocoques fécaux	10 000 pour 100 millilitres d'eau prélevée

Les piézomètres n'étant pratiquement pas alimentés, les valeurs maximales des 2 derniers paramètres sont données à titre indicatif.

6.3 Analyses complémentaires

L'Inspecteur des Installations Classées se réserve le droit de faire réaliser par un organisme indépendant et aux frais de l'exploitant toute analyse complémentaire qu'il estimera nécessaire.

6.4 Autosurveillance

Les résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines seront adressés à l'Inspecteur des Installations Classées :

- trimestriellement pour les 3 paramètres COT, résistivité et pH,
- annuellement pour les autres paramètres.

Cette périodicité ou la nature des analyses pourra être révisée en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en fonction des résultats obtenus.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

6.5 Plan de surveillance renforcée

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant ou l'Inspecteur des Installations Classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines serait observée, l'Inspecteur des Installations Classées pourra imposer la mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée.

ARTICLE 7 - RISQUES INCENDIE

7.1 Prévention des risques incendie

Il est rappelé que l'exploitant refusera tout déchet auto inflammable, explosif ou non refroidi.

Tout brûlage à l'air libre de déchet de quelque nature qu'il soit est strictement interdit.

Il est interdit de fumer ou d'utiliser tout instrument à flamme sur le casier en cours d'exploitation.

7.2 Filets

7.2.1 Filets mobiles

Des filets mobiles en grillage, dont les mailles ne dépasseront pas 50 millimètres, ou tout autre moyen présentant des garanties équivalentes d'une hauteur de 3 m au moins, seront placés en limite du casier en exploitation sous les vents dominants, afin de limiter la dispersion des éléments légers.

7.2.2. Filets fixes

Outre les dispositions définies à l'article 8.2 ci-dessus, des filets grillagés de maille maximale 50 mm, de hauteur 6 m minimum, fixés solidement au sol (plots béton ou système équivalent) seront installés sous les vents dominants à l'intérieur des limites Sud-Ouest, Est et Sud-Est de la décharge, situées au Sud de la ligne électrique à très haute tension traversant le site.

7.3 Envols

Les conditions d'exploitation seront adaptées selon l'importance des envols : le déversement des déchets se fera progressivement et le nombre de véhicules autorisés au déchargement sera limité.

Les filets fixes et mobiles seront régulièrement nettoyés.

En tout état de cause, on procédera au ramassage régulier des papiers ou éléments légers qui auraient été dispersés par le vent et aux dépôts sauvages qui pourraient être faits aux abords de la décharge.

7.4 Défaillance d'engins d'exploitation ou manque de matériaux de couverture

Dans le cas :

1.- de panne ou d'immobilisation affectant les engins de compactage ou le chargeur assurant le recouvrement des déchets,

2.- de non disponibilité des 200 m³ de matériaux de couverture prévus à l'article 5.3 ci-dessus,

tout dépôt de déchet devra être immédiatement arrêté.

Dans ces cas, les véhicules de transport seront dirigés vers d'autres installations de traitement de déchets régulièrement autorisées au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

7.5 Consigne incendie

Une consigne rédigée par l'exploitant désignera les personnes qualifiées et joignables en tout temps pour conduire les engins d'exploitation utiles pour combattre un éventuel départ de feu.

Cette consigne sera affichée dans le local d'exploitation et dans le local de gardiennage.

7.6 Moyen de lutte

Les moyens de lutte contre l'incendie seront déterminés en accord avec le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers de Martigues.

Le personnel sera entraîné et familiarisé avec le matériel au besoin avec le concours et la participation des pompiers, afin de circonscrire rapidement tout début d'incendie survenant sur le site de la décharge.

7.7 Décapage interne

7.7.1 Une bande de 20 mètres de largeur située immédiatement à l'intérieur de la clôture ne recevra que des déchets inertes non combustibles dès que l'on sera à moins de 5 mètres en dessous du niveau de la clôture.

7.7.2 L'exploitant réalisera un décapage régulier des zones situées à l'intérieur de la clôture. Une attention toute particulière sera portée sur les terrains situés sous les vents dominants et en prolongement du casier en cours d'exploitation habituelle.

L'exploitant prendra l'ensemble des dispositions nécessaires pour qu'il ne subsiste à l'intérieur de la clôture aucune végétation de plus de 5 cm de hauteur.

7.8 Décapage et débroussaillage externe

7.8.1 Une bande de 15 mètres de largeur située immédiatement à l'extérieur de la clôture sera entièrement décapée (aucune végétation de plus de 5 cm de hauteur), à l'exception de quelques arbres dispersés.

7.8.2 Une bande de 50 m mesurée au delà de la clôture sera maintenue débroussaillée et ne comprendra pas plus de 150 tiges à l'hectare.

7.8.3 Les terrains situés de chaque côté de la route d'accès à la décharge entre le couloir de pipeline et le portail seront maintenus débroussaillés sur une distance d'au moins 10 mètres, comptée à partir de l'axe de la route.

- 7.8.4 Pour les terrains situés à l'extérieur de la clôture Sud-Ouest de la décharge et délimités par le couloir de pipelines et la route d'accès à la décharge, les dispositions prévues pour les bandes de 15 à 50 mètres visées ci-dessus seront remplacées par les dispositions suivantes : dans cette zone qui sera maintenue débroussaillée, seuls les feuillus seront maintenus en place.

7.9. Vent

- 7.9.1. A l'exception des jours fériés et des jours où le site n'est ouvert qu'aux particuliers déposant leurs déchets dans les caisses métalliques, les prévisions de vitesse de vent seront demandées journalièrement aux services de la météorologie nationale à Aix-en-Provence et archivées par l'exploitant.
- 7.9.2. Lorsque la vitesse du vent est susceptible de dépasser 60 km/h, l'exploitant mettra en place une surveillance accrue permettant de déclencher, sans délai, les moyens d'intervention interne et les moyens d'alerte aux secours extérieurs, selon des modalités qui seront établies en accord avec les services d'incendie et qui feront l'objet de consignes écrites.

ARTICLE 8 - BIOGAZ

8.1 Collecte du biogaz

Les casiers mis en exploitation, en cours de comblement ou comblés après le 1^{er} juillet 1999 (qu'ils soient sur un site vierge ou ayant déjà contenu des déchets) et contenant des déchets de la catégorie D seront équipés, au plus tard un an après leur comblement, d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. Ce réseau devra être conçu et dimensionné pour capter de façon optimale le biogaz et le transporter de préférence vers une installation de valorisation ou, à défaut, vers une installation de destruction par combustion.

8.2 Analyse du biogaz

L'exploitant procédera trimestriellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S et H₂O. La fréquence des analyses pourra être augmentée par l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, notamment en cas de gêne olfactive.

8.3 Traitement du biogaz

La conception de l'installation de traitement du biogaz devra faire l'objet d'une étude particulière justifiant le choix de la technologie la plus efficace à un coût financièrement supportable.

Les installations devront être conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

8.4 Contrôles des émissions

En cas de destruction du biogaz par combustion :

- la température de fonctionnement des installations sera d'au moins 900°C et devra être mesurée en continu,

- l'exploitant procédera trimestriellement à des analyses de poussières et de CO. L'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement se réserve le droit d'augmenter cette fréquence ou d'imposer tout dispositif de traitement complémentaire, notamment si les valeurs suivantes à l'émission étaient dépassées : poussières : 10 mg/Nm³, CO 150 mg/Nm³,
- les émissions de SO₂, poussières, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion feront l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

ARTICLE 9 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES

9.1 Dispositions générales

- 9.1.1 L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.
- 9.1.2 L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

9.2 Textes réglementaires applicables

- 9.2.1 Les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ont applicables.
- 9.2.2. Les véhicules, les matériels de manutention, les groupes moto compresseurs et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes aux arrêtés du 12 mai 1997 fixant les dispositions applicables aux matériels et engins de chantier pris en application du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.

9.3 Contrôles

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander, autant que de besoin et notamment à la suite de plaintes, que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront à la charge de l'exploitant

ARTICLE 10 - SALUBRITE

L'exploitant prendra les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rats, des insectes et des oiseaux dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

Hormis la mise à l'écart de déchets interdits par le contrôleur interne, les activités de tri des déchets, de chiffonnage et de récupération sont interdites sur la zone d'exploitation. Elles ne peuvent être pratiquées sur le site que sur l'accord express de l'exploitant et sur une aire spécialement aménagée et conformément à la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et à la réglementation régissant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 11 - INFORMATION SUR L'EXPLOITATION

11.1 Information de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

11.1.1. Les résultats des analyses prévues par le présent arrêté doivent être consignés dans des registres et communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées au plus tard 15 jours après leurs réalisations.

11.1.2. L'exploitant adressera :

pour les déchets reçus dans l'installation :

- le bordereau récapitulatif trimestriel d'élimination de déchets prévu en annexe 4.3 de l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.

pour les déchets mis à l'écart et expédiés en centre de traitement extérieur conformément à l'article 10.2 du présent arrêté :

- la copie du bordereau de suivi de déchets visé par le destinataire.

Les codes déchets à utiliser pour l'établissement de ces 2 types de bordereaux sont ceux définis en annexe de la circulaire NOR ATE 60427 S du 11 novembre 1997 relative à la nomenclature des déchets.

Nonobstant les dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 2 de l'arrêté susvisé, les bordereaux seront conservés à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pendant une durée minimale de 5 ans.

11.1.3. A partir du 1^{er} juillet 2000 compris, l'exploitant adressera annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, un rapport d'activité comportant :

- une synthèse des analyses de contrôle des eaux souterraines et des gaz rejetés à l'atmosphère,
- tout élément d'information pertinent sur l'exploitation du centre d'enfouissement pendant l'année glissante écoulée,
- les incidents ou accidents intervenus et les mesures prises à titre conservatoire.

11.2 Information du Conseil Départemental d'Hygiène

Un exemplaire du rapport prévu au paragraphe 11.1.3. ci-dessus sera transmis par l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement au Conseil Départemental d'Hygiène.

L'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pourra compléter ce rapport par un état des contrôles effectués et les mesures administratives éventuellement proposées.

11.3 Information du public

Le 1^{er} juillet 2000, l'exploitant adressera :

- à M. le Maire de la commune de Port de Bouc,
- à M. le Préfet des Bouches du Rhône,

le dossier d'information prévu à l'article 2 du décret n° 93.1410 du 29 décembre 1993 susvisé qui devra comprendre :

- a) une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels cette installation a été conçue,
- b) l'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, éventuellement, ses mises à jour,
- c) les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions des lois du 15 juillet 1975 et 19 juillet 1976 modifiées,
- d) la nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année glissante précédente et en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année glissante en cours,
- e) la quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau, ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année glissante en cours,
- d) Un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Ce dossier est mis à jour au 1^{er} juillet de chaque année pour chaque destinataire et devra être librement consultable à la mairie de Port de Bouc.

ARTICLE 12 - COUVERTURE FINALE

12.1 Principes

Dès la fin du comblement d'un casier et après la mise en place du réseau de drainage du biogaz prescrit à l'article 9.1 ci-dessus, une couverture finale sera mise en place pour :

- 1.- limiter les infiltrations importantes d'eau dans les déchets,
- 2.- permettre néanmoins un apport d'eau suffisant dans les déchets pour en assurer leur fermentation totale et contrôlée au niveau de la production de lixiviats et du biogaz

12.2 Profil

Le profil du raccordement sera réalisé conformément à l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation et devra permettre :

- 1.- le raccordement dans les meilleures conditions possibles au terrain naturel existant sur les cotes Ouest, Nord, Est et Sud-Est,
- 2.- de garantir une stabilité à terme des talus à réaliser sur la face Sud-Ouest (cf. article 5.3 ci-dessus),
- 3.- la collecte et l'évacuation des fortes précipitations tombant sur le site,
- 4.- la collecte périphérique des eaux pluviales tombant à l'extérieur du site.

Sauf pour la partie située sous la ligne électrique à très haute tension traversant le site, la couverture devra présenter une pente d'au moins 3% permettant de diriger toutes les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte. Cette pente ne devra cependant pas créer de risques d'érosion de la couverture en place.

12.3 Matériaux

La couverture finale sera composée du bas vers le haut :

- d'une couche drainante participant à la collecte et au captage du biogaz et dans laquelle se situe le réseau de drainage et de captage de ces gaz,
- d'un écran semi-perméable réalisé par des matériaux naturels argileux remaniés et compactés sur une épaisseur d'au moins un mètre ou tout dispositif équivalent assurant la même efficacité,
- d'une couche drainante permettant de limiter les infiltrations d'eaux météoriques dans le stockage,
- d'un niveau de terre suffisant permettant la recolorisation du site par la végétation existante à la périphérie et favorisant l'évapotranspiration.

Une composition différente de la couverture finale pourra être acceptée par l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement au vu d'une étude probante réalisée par un organisme tiers spécialisé, démontrant son équivalence à long terme dans le respect des principes visés au paragraphe 1 ci-dessus.

12.4 Plan du site après couverture

Toute zone couverte devra faire l'objet d'un plan de couverture, à l'échelle du 1/2500^{ème} accompagné de plans de détail au 1/500^{ème} qui présentent :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte, tranchée drainante, limite de couverture, bassin de stockage, unité de traitement, système de captage du biogaz, torchères...),
- la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses...),
- la projection horizontale des réseaux de drainage, ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent,
- les courbes topographiques d'équidistance 5 mètres,
- les aménagements réalisés, dans leur nature et leur étendue.

ARTICLE 13 - FIN D'EXPLOITATION

Conformément à l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant devra remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste plus aucun des dangers mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

ARTICLE 14 - GARANTIES FINANCIERES

14.1 Fondement légal

Conformément :

- à l'article 4.2 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- aux articles 23.2 à 23.7 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- à la circulaire DPPR/SDPD n° 96-858 du 28 mai 1996 modifiée relative aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets

l'exploitant devra constituer des garanties financières à compter du 14 juin 1999.

14.2 Objet des garanties

Les garanties financières doivent couvrir le coût des opérations suivantes :

- la surveillance du site,
- les interventions en cas d'accident ou de pollution,
- la remise en état du site après exploitation.

14.3 Durée

Les garanties financières devront couvrir le coût des opérations susvisées jusqu'à la fin de la période de suivi de 30 ans après la fin d'exploitation.

14.4 Montant des garanties financières

Le montant de la garantie financière calculé par le SIVOM conformément à la circulaire susvisée sera communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement avec tous les éléments de calcul justificatifs dans un délai permettant de respecter les dispositions de l'article 14.7 ci-dessous.

14.5 Actualisation

Les garanties financières seront réactualisées tous les 5 ans en se basant sur l'indice TP 01 lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% sur une période au plus égale à 5 ans.

14.6 Renouvellement

Les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.

14.7 Attestation des garanties

L'engagement écrit défini à l'article 23.3 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié attestant la constitution des garanties financières devra être adressé à M. le Préfet des Bouches du Rhône avec copie à l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement au plus tard le 14 juin 1999.

14.8 Modifications

Toute modification des caractéristiques de la méthode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet. Cette information sera accompagnée de la communication des nouveaux éléments de calcul du montant de la garantie financière, si celle-ci est majorée et de l'attestation d'un établissement financier, d'une entreprise d'assurance ou de l'ADEME s'engageant à constituer un nouveau montant de garantie financière, dès leur notification par le Préfet.

Toute rupture de l'engagement constituant la garantie financière sera immédiatement portée à la connaissance du Préfet. Il en sera fait de même en cas de dépôt de bilan et de toutes mesures issues d'une telle situation.

14.9 Appel aux garanties financières

La procédure pouvant aboutir à l'appel des garanties financières sera lancée de façon systématique par le Préfet lorsque les conditions prévues aux articles 23-4 du décret précité sont remplies, c'est-à-dire :

- soit quand la remise en état ou la surveillance, ne serait-ce que d'une partie du site, n'est pas réalisée selon les prescriptions prévues par le présent arrêté, le plan prévisionnel d'exploitation ou les éventuels arrêtés complémentaires,
- soit en cas d'accident ou de pollution et de non respect des dispositions en la matière fixées par le présent arrêté ou édictées par arrêté complémentaire,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

14.10 Notification

Une copie du présent arrêté devra être adressée par l'exploitant à l'établissement apportant les garanties financières.

ARTICLE 15

PLAN DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTAL

A partir du 1^{er} juillet 2000 l'exploitant mettra en place un plan de surveillance environnemental.

Le plan partant d'un engagement de la direction du SIVOM devra définir les moyens techniques, humains et en formation mis en œuvre pour :

- justifier en permanence la conformité des installations au présent arrêté et aux éventuels arrêtés complémentaires ultérieurs qui serviront de référentiel,
- engager les actions correctives
- améliorer les performances environnementales de l'installation
- anticiper les nouvelles contraintes réglementaires
- améliorer l'image de l'établissement.

L'organisation de ce plan de surveillance pourra s'inspirer du règlement européen Eco audit ou de la norme Européenne NF EN ISO 14 001 : Systèmes de management environnemental.

ARTICLE 16

AUDIT DE CONFORMITE

Dans un délai de 3 mois à compter de la publication du présent arrêté, l'exploitant fera réaliser, à ses frais, un audit par un organisme de contrôle extérieur compétent dont le choix aura reçu l'aval de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Cet audit devra lister les écarts éventuels constatés entre les prescriptions du présent arrêté et l'existant.

Par ailleurs, avant toute mise en exploitation du casier n° 2, l'exploitant devra fournir un dossier complet technique de conformité par rapport aux dispositions applicables établies par un organisme extérieur compétent et choisi comme précédemment.

ARTICLE 17

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 18

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 19

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 20

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 21

Les arrêtés préfectoraux en date des 3 mai et 16 novembre 1993 et 28 janvier 1999 autorisant le S.I.V.O.M. de MARTIGUES, PORT-DE-BOUC, SAINT-MITRE-LES-REMPARTS à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains et inertes à Port de Bouc, lieu-dit " Le Valentoulin ", sont abrogés.

ARTICLE 22

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire de PORT-DE-BOUC,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le 16 JUIN 1999

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre SOUBELET

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau


Martine INVERNION

